

Bi
hebdo

N°1831

Tél
01 45 06 36 57

Première Heure

Ile de France

15
Sept.
2009

Fax
01 45 06 20 83

journal.premiere.heure@orange.fr

ISSN 1165-3833

Le premier journal local diffusé par fax

Le groupe presse M. Devedjian d'ouvrir une séance publique de toute urgence !

Grand Paris / Hts de Seine: Le PS demande la parole

Michèle Canet, la présidente du groupe PS, est à nouveau intervenue auprès du président du Conseil général, Patrick Devedjian, pour qu'une séance publique sur le Grand Paris soit organisée avant le 25 septembre dans les Hts-de-seine, date limite fixée par le Premier Ministre pour la consultation des collectivités, "afin qu'aucune décision ne soit prise par l'exécutif départemental sans qu'il y ait eu débat avec l'ensemble des conseillers généraux". En outre, Mme Canet, dans la lettre qu'elle a adressée à M. Devedjian, vendredi, souhaite que "des séances thématiques sur les grandes compétences que gère le Conseil général soient organisées, particulièrement les questions de solidarité." Interrogé par "Première Heure", la présidente de groupe précise les raisons de sa demande et aborde la marche du PS-92 vers les régionales. "Depuis plusieurs

mois nous demandons une séance sur le Grand Paris. Demande réitérée en juin auprès de M. Devedjian en invitant des acteurs sur les projets, comme des grands architectes. M. Devedjian ne dit jamais non, mais ce n'est jamais suivi d'effet. Comme, dans les semaines prochaines, les collectivités doivent donner leur avis sur le Grand Paris, nous voulons que ces avis ne viennent pas seulement des exécutifs, mais soient le résultat d'un débat de tous les conseillers généraux, les Hts-de-Seine étant concernés au premier plan dans ce projet. Nos demandes de séances thématiques dépassent d'ailleurs le cadre du Grand Paris : nous demandons une discussion sur la solidarité, sur l'emploi... Car il y a peu de séances publiques et du fait du nombre important de dossiers à examiner, ces grands thèmes ne peuvent être abordés lors des séances ordinaires. C'est pour cette

raison que M. Pasqua avait lancé des séances thématiques. Il y en eut quelques unes. Malheureusement, l'idée est aujourd'hui abandonnée. La prochaine réunion publique n'aura lieu que fin octobre, ce sera trop tard pour aborder le Grand Paris au milieu d'une multitude de rapports qui s'accumulent". Si débat il y a, que fera valoir le groupe PS ?

(suite en page 9)

Ile de France

L'UMP Valérie Pécresse
promet
"la fin de l'immobilisme"

Lire en page 2

Haut lieu de démocratie et de l'histoire populaire parisienne

Meetings politiques: "La Maison de la Mutualité tourne la page !"

La Maison de la Mutualité dans le 5ème arrondissement, haut-lieu des meetings politiques et militants depuis plus de 40 ans va-t-elle disparaître pour laisser place à un centre de congrès sans âme ni histoire qui n'accueillera plus - à moindre frais - les partis et les défenseurs des Droits de l'homme pour leurs rassemblements parisiens ? C'est ce que craignent les présidents des groupes de gauche au Conseil de Paris. Car selon toute vraisemblance, la Fédération Mutualiste Parisienne, propriétaire des lieux, annoncera dans quelques semaines qu'elle confie désormais la gestion de la Maison de la Mutualité à l'entreprise GL Events. "La

transformation de ce haut lieu de démocratie et de luttes en Centre de Congrès suscite de très fortes inquiétudes. Ce serait la destruction d'un pan entier de l'histoire parisienne", s'inquiètent les présidents des groupes de gauche qui demandent à rencontrer le président de la FNMF, Jean-Pierre Davant, "dans les plus brefs délais". Dans un courrier adressé à celui-ci, les présidents des groupes PC, PS, PRG, MRC et Verts se disent "très attachés à l'histoire et aux valeurs portées par la Maison de la Mutualité" et aimeraient recevoir "l'assurance que ce lieu mythique conserve sa vocation citoyenne et populaire qui a toujours été sienne". A suivre...

L'UMP ouvre le temps des idées et des projets avant la confrontation des régionales

Ile de France: Valérie Pécresse promet "la fin de l'immobilisme"

A six mois des régionales, Valérie Pécresse a lancé dimanche, à la tête d'une brochette de personnalités, la bataille de l'IDF. Vêtue d'une tunique blanche, la ministre de l'Enseignement supérieur est arrivée vers 11h dans la Halle Freyssinet, ancien entrepôt ferroviaire transformé en un lieu parisien branché, près de la ZAC Rive Gauche Seine, "un lieu qui bouge" a-t-elle lancé aux journalistes flanquée de Yama Rade, Chantal Jouanno, Roger Karoutchi, Yves Jégo, Frédéric Lefebvre.... Etausside David Douillet, Jean-François Lamour... "En 6 ans, l'IDF a profondément changé. C'est le second mandat de l'équipe sortante. La situation des franciliens n'a cessé de se détériorer. La région n'a eu aucune réaction face à la crise, aucune réponse aux galères des transports et du logement" a déploré la ministre, affirmant que les habitants "avaient perdu, en 10 ans, 30 m2 avec le même apport". Le ton était donné avec le discours d'ouverture de Roger Karoutchi qui a tapé durement sur l'exécutif socialiste. "On vit moins bien aujourd'hui qu'il y a dix ans en IDF" a-t-il clamé, sous les applaudissements de 3.000 militants. "Et Jean-Paul Huchon explique qu'il n'y ait pour rien. Il a inventé la présidence irresponsable ! On nous dit toujours l'Etat ! Mais où est la Région ? Où est Huchon ? Alors que la Région va mal. Il ne se passe rien. Et il nous dit qu'il fera un 3ème mandat pour faire ce qu'il n'a pas fait avant !"

Jean Sarkozy, le vin de Suresnes et le miel de Robinson

Outre les discours, les participants ont pu assister à 4 ateliers animés par des ministres auxquels s'étaient joints de nombreuses personnalités comme les architectes Jean-Pierre Mazaud et Roland Castro, le producteur Martin Kramitz, le responsable de WWF Serge Orru. Le plus couru a été l'atelier consacré au Grand Paris animé par Jean-François Lamour et Philippe Dallier. Occasion pour Valérie Pécresse d'expliquer qu'il "ne faut pas faire du Grand Paris un enjeu de polémique politicienne. C'est un projet global, une vision unique, une chance. Nous le ferons dans la concertation et le dialogue. Et on tiendra compte de l'avis des élus comme l'a déclaré le Premier Ministre". Les participants qui n'étaient pas dans les ateliers circulaient dans les stands que tenaient chaque fédération départementale UMP avec quelques richesses gastronomiques et artistiques : Le vin de Suresnes et le miel du Plessis-Robinson sur le stand des Hts de Seine, lieu très fréquenté par les militants. Là, Jean Sarkozy, qui s'était fait couper ses cheveux longs, attirait la foule des curieux venus se faire prendre en photo avec lui, comme lorsque Yama Rade est passée saluer les alto-séquanais. Pratiquement tous les élus sarkozistes se sont fait croquer le portrait par un caricaturiste. Même Frédéric Lefebvre, porte

parole de l'UMP était présent malgré un claquage, chargé de l'e-campagne de Valérie Pécresse. "L'internet va jouer un rôle important. On a pensé à tort que c'était un lieu virtuel de débat" confiait il avant de présenter le site (pecresse-ile-de-france.fr) dans l'espace Cyber Café. Celle-ci a expliqué que la campagne, avait commencé, pour elle, voilà un an, "par un temps de démocratie (campagne pour la désignation par les militants de la tête de liste UMP). Maintenant c'est le temps des idées et des projets qui occupera tout l'automne, en développant un dialogue avec tous les franciliens, en faisant des propositions innovantes notamment sur la croissance verte. Il ne faudra pas faire l'économie des idées neuves. Il précèdera le temps de la confrontation qui commencera en janvier". Les participants en ont eu une idée avec les interventions de Jean-François Copé, Xavier Bertrand puis de Valérie Pécresse en début d'après midi, entrecoupé d'animations musicales. "Ce n'est pas une élection comme une autre, ce n'est pas une région comme une autre" a plaidé M. Bertrand, alors que JF Copé se montrait encore plus indépendant vis-à-vis des consignes du Chef de l'Etat : "N'écoutez pas ceux qui disent d'attendre le dernier moment" a conseillé le candidat malheureux aux régionales de 2004, en s'avouant "im-

pressionné par sa mobilisation". Valérie Pécresse a promis de bâtir un "programme bleu et vert" pour battre M. Huchon en se défendant de toute "tactique politicienne". Les Verts, par la voix de Cécile Duflot, elle-même candidate en IDF, ont d'ores et déjà opposé une fin de non recevoir. Le PS, dimanche soir, a constaté qu'en lançant sa campagne pour les régionales, Valérie Pécresse avait préféré "pratiquer l'autopromotion gouvernementale plutôt que l'ouverture d'un dialogue avec les Franciliens" analyse Marie-Pierre de la Gontrie : "Ministres mobilisés, patte blanche UMP demandée, cars affrétés, militants UMP réquisitionnés, CRS en faction... Le cadre est fixé... Elle voudrait faire en IDF ce qu'elle a fait comme ministre des Universités et de la recherche : division, tension, compétition, autoritarisme" conclue l'élue PS.

Roger Karoutchi craint "le triomphe de la politique de casting": Entourée des secrétaires d'Etat Rama Yade et Chantal Jouanno et de l'ex-ministre Roger Karoutchi, Valérie Pécresse a masqué, avec cette affiche, leurs rivalités dans les Hts-de-Seine. "Nous n'avons aucune intention de parler des listes maintenant. On le fera en janvier quand la campagne démarrera" a-t-elle insisté. "Celui qui prendra le risque de s'auto-proclamer en sera pour ses frais" a traduit Rama Yade. "Cela se règlera en temps voulu, ce n'est pas le moment" a renchéri Chantal Jouanno. Roger Karoutchi estimait que "l'émulation ne peut pas faire de mal" pour les Hts-de-Seine. "Il ressentirait comme une injustice d'être mis à l'écart. C'eserait le triomphe de la politique de casting" confiait on dans son entourage alors que celui-ci sur France 3 la veille avait réitéré son souhait d'être tête de liste dans le 92.

André Santini ira, ira pas ?: La volonté du maire d'Issy de mener une liste autonome du NC était au centre de toutes les questions. Si Frédéric Lefebvre, son suppléant, considèrerait que "sa candidature est légitime. Il apparaîtra ensuite de rassembler", un autre membre du staff de Valérie Pécresse constate qu'André Santini "montre ses muscles et fait monter les enchères avant les négociations entre l'UMP et le Nouveau Centre". P.PH.

Taxe Carbone: M. Huchon parle d'une "idée gâchée"

"Cette taxe carbone, enfin présentée par Nicolas Sarkozy après bien des couacs au sein du gouvernement, est une belle idée gâchée par un dispositif insuffisamment incitatif pour faire changer les comportements et des mesures de redistribution inéquitables et trop complexes" a réagi Jean-Paul Huchon parlant de mesure écologiquement inefficace, socialement injuste. « L'Etat se décharge une fois de plus de ses responsabilités sur les ménages. L'instauration d'une taxe carbone doit s'accompagner d'une politique globale, qui doit passer par le financement d'infrastructures de transports publics, seul moyen de permettre aux français de ne plus utiliser leur voiture. Or, j'attends toujours le soutien financier de l'Etat au Plan de mobilisation pour les transports publics voté par les collectivités » indique-t-il. « Il faut aussi aider les ménages à « consommer vert ». Si je défends le principe du « pollueur-payeur », je souhaite aider les ménages à être moins pollueurs, avec par exemple des aides financières aux particuliers pour le chauffage thermique, le solaire, l'isolation... toutes mesures que nous avons mis au cœur de nos politiques régionales » Il demande donc au gouvernement de revoir sa copie : « pour une taxe à 32 E la tonne, qui intègre l'électricité, et pour une redistribution totale aux ménages sous la forme de compensations modulées en fonction des contraintes énergétiques subies par les ménages, et sous la forme d'aides directes aux ménages (installation de systèmes d'énergies renouvelables, meilleure isolation, achat de voitures propres). »

Grand Paris: Le PC demande le retrait du projet de loi

« Alors qu'il se refuse toujours à valider les choix du SDRIF adoptés après plus de quatre ans de concertation avec les collectivités territoriales, le gouvernement tente de reprendre brutalement la main pour imposer ses propres choix à la fois en matière de transports et en matière d'urbanisme en IDF »... « Il contourne les projets ambitieux du plan régional de mobilisation pour les transports présenté en juin 2009, les nécessaires coopérations pour les améliorer encore et les financer, afin de faire prévaloir sa conception hyper sélective d'une liaison rapide entre quelques pôles d'excellence au détriment d'une desserte effective et accessible à tous » indiquent les élus du groupe communiste du Conseil Régional qui considèrent que « c'est au fond la conception du devenir de l'IDF qui est en jeu entre la vision d'une métropole ségrégative sous tutelle et celle d'une

métropole solidaire et démocratique. Les grands débats de la métropole de l'après-Kyoto sont oubliés comme le sont les apports des 10 équipes d'architectes qui conduisaient à penser, sans les séparer, l'impératif écologique et l'impératif social. Le « Grand Paris (s) du 21e siècle » se rétrécit désormais à une vision pourtant révolue d'une compétition entre métropoles mondiales par la promotion de quelques territoires et la relégation de tous les autres ». Et de dénoncer ce projet du gouvernement qui « mobilise la puissance publique, non pour l'intérêt général, mais pour dégager le maximum de terrain aux intérêts du monde des affaires, des promoteurs et des grands groupes des BTP ». Le groupe PC demande le retrait de ce projet de loi et invite les collectivités locales franciliennes à engager « un mouvement de résistance contre ces mauvais coups ».

IDF Environnement doute de la compatibilité du métro automatique avec les "contreparties écologiques"

« Il est de l'intérêt de l'IDF de rapprocher sans tarder les points de vue de l'Etat et de la Région ; notamment en intégrant en un seul leurs projets de transports. Objectif : Aboutir à un SDRIF aussi consensuel que possible qui puisse être mis en application avant la fin de 2009 » indique IDF Environnement - qui compte 700 associations - en publiant dans son bulletin de liaison l'avis adopté par son CA. Elle demande que « la priorité à la construction rapide des 130 km de métro automatique rapide » ne se fasse pas « au détriment de l'amélioration des transports collectifs

existants, et d'abord des RER, et de la suppression des goulots d'étranglements parisiens. La liaison par métro rapide de la Défense et de Paris Ouest vers Roissy rend inutile le projet de CDG Express ». Le Délai annoncé pour le projet global de transports - 10 ans à partir de 2012 - lui apparaît irréaliste. « Compte tenu de l'expérience passée, IDF doute de la compatibilité du projet avec les « contreparties écologiques » annoncées, notamment en matière de préservation des espaces ruraux qu'il est essentiel de sauvegarder pour la culture vivrière de proximité ».

La droite sarkoziste ne veut pas laisser le débat sur la métropole s'enfoncer

« En voulant aller vite avec les élus locaux dans un contexte de campagne électorale, l'Etat risque de voir le débat sur le Grand Paris s'enfoncer dans une guerre de tranchées » constate Bernard Gauducheau (NC) maire de Vanves et membre fondateur de la Conférence Métropolitaine qui a pris ses distances avec le syndicat comme tous les élus UMP face à l'ouragan de protestation qu'a déclenché ce projet de loi. « Jean-Yves Le Bouillonnet, président de Paris Métropole, a d'ailleurs indiqué qu'aucune décision ne pourrait être prise sans l'aval de ses adhérents. Si cette structure peut être consultée, elle ne peut se prévaloir de sa centaine d'adhérents pour détenir une majorité et bloquer l'action gouvernementale explique-t-il en constatant « que JP Huchon a estimé de façon purement politicienne que ce plan était réducteur » lors de sa

déclaration de candidature. « En revanche, il a indiqué avec justesse que le contexte électoral des régionales en freinerait la concrétisation. On n'en est pas au premier coup de pioche des chantiers du Grand Paris et du métro circulaire, que déjà des coups de pelles fusent entre les différents acteurs du projet. La réalité, c'est que toutes les collectivités devront contribuer à ces projets cruciaux pour les Franciliens et que les élus de toutes les tendances devront se retrouver au final autour d'un consensus ». Il propose, comme l'avait suggéré le Président de la République en avril « qu'au lendemain des régionales de nouvelles Assises de la métropole regroupant tous les décideurs permettent de faire émerger un accord dans la sérénité et fixent un cap pour créer la métropole du futur ».

Le 15 Sept 12H00 Piazza Centre Pompidou Paris: Présentation de l'exposition «RATP 60 ans d'histoire en commun»; **17H45 Musée d'Orsay:** 4ème Rencontres SNCF/Proximité sur le thème du partenariat SNCF-Collectivités en présence de MM. Huchon et Boucherat; Le 16 à 18H30 Issy les Moulineaux (Musée de la Carte à Jouer): Vernissage de la 8ème biennale d'Issy; **Le 18 à 10H30 Cergy (La Halle St-Martin):** JP Huchon participe aux Etats Généraux des Transports; **16H00 Parc des Expositions Porte de Versailles:** JP Huchon visite le Mondial des Jeux Vidéo; **20H00 Plessis Robinson (Domaine du Moulin Fidel):** Soirée de rentrée politique de l'UMP 92 avec présentation de l'équipe départementale et le nouveau site Internet autour de Philippe Pemezec; **Le 19 à 9H30 Arpajon:** JP Huchon inaugure la Foire aux Haricots; **12H00 place Denfert Rochereau (Paris):** JP Huchon assiste au départ de la Techno Parade; **13H30 Bercy Village:** JP Huchon participe à la fête du Patrioïme Gourmand de Vervia; **16H30 Champs de Mars:** JP Huchon participe au Defestival (fête du Handicap); **Le 20 Ile Monsieur (Sèvres):** Journée Aviron «Traversée Hts de Seine - Paris»; à **10H aux Haras de Jardy (92):** Journée du Cheval avec à 15H00 Le Grand Prix du CG 92 - concours de sauts d'obstacles international; **Le 21 à 11H00 Paris (74 rue de Reuilly):** JP Huchon participe au point presse CCIP autour des Meilleurs Ouvriers de France; **16H30 Paris (Les Portes du Sud dans le 13ème):** JP Huchon inaugure le Centre Isatis (Alzheimer); **18H00 Conseil Régional:** JP Huchon remet le prix de la Boutique de Gestion et lance des fonds de l'Economie Sociale et Solidaire.

Editeur: Tess Communication. RCS Paris.B 390 731149. APE : 221 E. Gérant/Directeur de la publication: Christian Souquet-Basiège. Siège social: 65, av Kléber 75116 Paris. Tél. 01 39 24 04 81. - SIREN 390 731 149 00022. Bi-hebdo imprimé au journal et diffusé par fax le mardi, le vendredi et par flashes. Abonnements: 1.910 e. tess.communication@wanadoo.fr **Rédaction 75/92:** Jean-Pierre Dubois. 22, rue Paul Bert 92150 Suresnes. Tél. 01 45 06 36 57 Fax 01 45 06 20 83 journal.premiere.heure@orange.fr **Rédaction 93/94:** Hervé Guénot 6, rue de l'Elysée Ménilmontant 75020 Paris. guenot.herve@wanadoo.fr **Rédaction IDF:** Paul Philippart 2, rue Claude Matrat 92013 Issy. tel. 06 22 03 10 67 paul.philipart@wanadoo.fr

François Dagnaud s'adresse à Chantal Jouanno

Syctom:
"L'argent prélevé sur les déchets doit revenir aux déchets !"

C'est ce que François Dagnaud, adjoint de Paris et président du Syctom, a demandé à Chantal Jouanno, secrétaire d'Etat à l'écologie, dans un courrier adressé à la ministre le 4 septembre, ainsi qu'à l'occasion de la mise en place du nouveau Conseil national des déchets le 7 septembre. Cette alerte a d'ailleurs été relayée par de nombreux représentants d'associations d'élus. Pour François Dagnaud, la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) supplémentaire prélevée depuis cette année sur les collectivités qui ont recours à l'incinération ou à l'enfouissement pour le traitement de leurs déchets ménagers, a pour effet de "dissuader ou de retarder des projets d'investissements vertueux qui, sans cette pression fiscale supplémentaire, auraient pu être réalisés.

Ainsi, à titre d'exemple, les 50 millions d'euros prélevés pour cette nouvelle taxe sur le budget du Syctom entre 2009 et 2015 correspondent au coût total d'un centre de tri de grosse capacité dans Paris intra muros, prix du foncier compris". Et M. Dagnaud de s'alarmer: "Cette taxe, telle qu'elle est aujourd'hui appliquée, dissuade les collectivités qui souhaitent réorienter certains flux de déchets vers des traitements plus valorisants, plus efficaces et plus respectueux de l'environnement. Elle pèse directement sur les ménages

car, en renchérissant le coût du service public d'élimination des déchets ménagers, elle se répercute directement sur les impôts locaux. Elle est donc, en l'état, contre-productive et injuste. En 2009, alors que le produit total de TGAP généré par la mise en place des mesures du Grenelle est estimé à 186 ME, provenant en très grande majorité des déchets, seuls 27 ME sont affectés au Plan déchets de l'ADEME. Jusqu'en 2011, ce plan se verra doté de 289 ME, alors que le produit de la TGAP issue du Grenelle représente un montant estimé à 741 ME, là aussi majoritairement issu des déchets. Encore ne s'agit-il là que des taxes nouvelles issues du Grenelle de l'environnement, ces chiffres ne tenant pas compte de la contribution, déjà très importante, des acteurs des déchets au budget de l'Ademe à travers la TGAP instaurée avant 2009". Pour que la TGAP ne s'évapore pas dans le budget de l'Etat et atteigne les objectifs affichés, à savoir la prévention et la diversification des modes de traitement des déchets ménagers, François Dagnaud propose que les sommes collectées viennent, en plus des aides aux plans de prévention des déchets, soutenir les investissements des collectivités en vue de diminuer le recours à l'enfouissement et à l'incinération. "Ainsi, si la TGAP était affectée aux investissements destinés à diversifier les modes de traitement des déchets ménagers, elle serait à la fois efficace pour l'environnement, utile pour l'économie et socialement juste."

Le 9-3 organise une votation populaire sur l'avenir de la Poste

Claude Bartolone propose aux conseillers généraux de participer à l'organisation d'un référendum citoyen sur la privatisation de la Poste. Initiée par un collectif réunissant des syndicats, des associations et des partis politiques de gauche, l'organisation pratique de cette votation populaire relève des collectivités se déclarant partenaires du mouvement. Le président (PS) du conseil général de SSD propose aux conseillers généraux de soutenir l'organisation du référendum populaire du 3 octobre, sur le territoire départemental. M. Bartolone voit dans ce référendum populaire "une excellente occasion de donner la parole au citoyen dans un débat qui le concerne. La réforme de la Constitution indique la voie de la consultation populaire. Je dis chiche!" Une cinquantaine de bâtiments départementaux pourraient donc être équipés pour accueillir ce référendum à partir du 28 septembre.

L'Amif à Stockholm / capitale verte. Claude Pernès, président de l'Amif, mènera une délégation de 85 élus et chefs d'entreprises franciliens pour un voyage d'études à Stockholm du 30 septembre au 2 octobre prochain. Cette délégation sera accueillie par le maire de Stockholm, Sten Nordin ainsi que par Anders Knape, président de l'Association des Mairies et Régions de Suède. Les entretiens de ces trois jours porteront sur les éco-quartiers, le péage urbain et la taxe carbone. Car l'objectif pour l'Amif est d'étudier les initiatives de la métropole suédoise en matière de développement durable et leurs possibles applications en Ile-de-France. Stockholm ayant été consacrée 1ère capitale européenne verte pour 2010.

Archives nationales / Pierrefitte-sur-Seine. Claude Bartolone, président (PS) du conseil général, a posé vendredi dernier la première pierre du centre du nouveau centre des Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine. Ce centre devrait ouvrir ses portes en 2012. C'est sur le site des Tartres que le nouveau centre des Archives nationales verra le jour, à proximité des universités Paris VIII-Saint-Denis et de Paris XIII-Villetaneuse. Le département de SSD s'est impliqué dans ce projet, fruit d'une collaboration étroite entre l'Etat, le département, la région et la commune. Le CG du 93 a ainsi financé à hauteur de 75% l'acquisition du terrain où sera construit le centre (1,5 million d'euros). Selon le département, "l'installation du centre des archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine contribue à accroître encore la présence culturelle en SSD qui, par le nombre et la diversité des lieux de culture, ainsi que par la vitalité dont elle fait preuve dans ce domaine, est devenue un acteur culturel central à l'échelle nationale."

Régionales/NC: "La voix du Centre résonnera dans les prochaines élections régionales" annonce son président Hervé Morin. "Le NC lance dès maintenant dans toutes les régions des conventions pour élaborer son projet."

Internats d'excellence : En inaugurant vendredi l'internat d'excellence de Sourdon (77). Le ministre de l'Education, Luc Chatel, a annoncé la construction de 10 internats d'excellence sur le modèle de Sourdon à l'horizon 2011 dont 2 pour la rentrée 2010 ; le développement d'internats d'excellence, en augmentant les capacités dans les lycées à classe préparatoire et la nomination de Jean-Michel Blanquer, recteur de l'académie de Créteil, comme coordinateur de cette politique de développement.

Le Perreux : 50 logements HLM construits selon le dispositif de l'usufruit locatif social

Le Perreux-sur-Marnes expérimente une façon de financer du logement social selon le dispositif de l'usufruit locatif social avec Logirep, société d'HLM. Il s'agit, explique un communiqué, d'offrir à "des populations de revenus moyens un cadre privilégié où les valeurs foncières sont élevées". Financés en prêt locatif social (PLS), la résidence "Le Liberty" compte 50 appartements construits selon ce dispositif de l'usufruit locatif social avec l'appui financier de la société Pierre Epargne Retraite (PERL). L'inauguration a eu lieu jeudi dernier. C'est un immeuble de 5 étages, d'une surface habitable de 4.050 m². Il comprend 50 logements : du 2 au 5 pièces, tous équipés d'un parking. Selon le communiqué, l'immeuble est "bien desservi par les transports". "Il bénéficie d'une situation privilégiée, au coeur d'un quartier résidentiel, entièrement réaménagé, à proximité des berges de la Marne et du nouveau centre-ville." Pour cette opération, conforme au dispositif de l'usufruit locatif social, Logirep s'est appuyée sur le schéma de co-financement développé par la société PERL, qui associe l'épargne retraite des ménages au financement public du logement intermédiaire et social. Logirep dispose de l'usufruit temporaire des 50 logements pendant 17 ans, période durant laquelle elle assurera l'exploitation locative des logements. Le loyer moyen, hors parking, s'élèvera à 8,63 euros le m², soit moitié moins que le montant appliqué dans le secteur

libre. "Ce nouveau schéma offre l'avantage de pouvoir réaliser du logement social de qualité en centre urbain et dans des communes où les valeurs foncières sont élevées, sans mobiliser ni nos fonds propres, ni les finances locales. Une solution astucieuse qui favorise la mixité sociale tout en palliant le déficit de logements neufs en IDF", précise Christian Giuganti, DG de Logirep SA d'HLM implantée à Suresnes (Hts-de-Seine) et qui gère plus de 30.000 logements en Ile-de-France et en Haute-Normandie. La résidence "Le Liberty" du Perreux est le 17e programme en usufruit locatif social, réalisé par Logirep en Ile-de-France, en association avec PERL.

Colombes/Grippe A : Sept enfants originaires de Colombes sont confinés depuis hier dans l'infirmerie du fort Surville sur l'île de Groix, où ils sont en colonie de vacances, propriété de la ville de Colombes. Dimanche, 3 d'entre eux présentant tous les symptômes de la grippe A ont été embarqués sur la vedette de la SNSM en direction de l'hôpital de Lorient. Après examen les 3 enfants sont porteurs du virus. De 5, le nombre d'enfants présentant les mêmes symptômes est passé à 7 hier. Tous doivent être confinés à l'infirmerie du fort. Ces élèves de la classe de CM2 de l'école Ambroise-Paré, ainsi que leurs camarades, devaient rentrer le 22 septembre, date de la fin de leur séjour en Bretagne..

Filière de l'énergie : Centrale Paris (Châtenay) et Supélec (Gif) ouvrent une option commune

(Châtenay Malabry et Gif sur Yvette, le 11 septembre 2009) – L'Ecole Centrale Paris, basée à Châtenay, et Supélec à Gif-sur-Yvette annoncent l'ouverture en cette rentrée de leur première option commune de 3ème année dans le domaine de l'énergie qui sera d'ores et déjà suivie par une cinquantaine d'étudiants issus des deux grandes écoles. "Cette option couvre un large spectre de techniques et de métiers, pour donner aux élèves une connaissance globale des diverses déclinaisons de la problématique énergétique et leur offrir un large éventail de débouchés dans tous les secteurs concernés", annonce Centrale. Les cursus proposés sont originaux par l'ampleur des champs explorés. Ils couvrent à la fois toutes les sources d'énergie (fossiles, nucléaires, renouvelables, électriques) et tous les secteurs d'application (résidentiels ou industriels). Les élèves sont sensibilisés aux enjeux politiques et économiques de l'énergie avant d'approfondir leur parcours professionnel par une spécialisation dans les métiers de la R&D, de l'ingénierie, de l'exploitation ou du commerce de l'énergie. Rappelons qu'en 2009, les deux écoles ont déjà renforcé leur offre d'enseignement en étant partenaires du Master Energie Nucléaire.

Police/Agglomération : A l'occasion du lancement de la police de l'agglomération parisienne, hier matin à la PP en présence de Brice Hortefeux, l'organigramme de la nouvelle structure sous les ordres du préfet Gaudin a été précisé : Alain Gardère, ancien directeur de la police urbaine de proximité de la PP, est donc le directeur de sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP). Il sera épaulé par Christian Sonrier, ancien DDSP 92, nommé directeur adjoint. 4 directeurs territoriaux viennent les rejoindre au sein de cette nouvelle direction : pour Paris, Philippe Caron, ancien sous-directeur des services spécialisés de la DPUP ; pour les Hts-de-Seine, Eric Draillard, ancien DDSP du Val-de-Marne ; pour la Seine-St-Denis, Philippe Prunier, ancien sous directeur des ressources humaines à la DPUP ; pour le Val-de-Marne, Jean-Yves Oses, jusqu'à présent DDSP adjoint dans ce département.

Chaville/Associations : Suite à notre écho sur le riffi attendu le week-end dernier au Forum des associations entre la municipalité et l'Association Agir pour Chaville, le cabinet du maire fait savoir que l'association est "éminemment politique" et qu'il n'y a donc rien d'étonnant qu'elle récrimine. Quant à la manifestation prévue devant le Forum, "elle n'a duré qu'un quart d'heure avec 3 élus d'opposition qui ont distribué un tract", se gausse-t-on à la mairie.

Parcours buissonniers : A partir du 15 septembre et pendant un an, le Conseil général des Hts-de-Seine va effectuer des travaux d'extension du parc départemental des Chanteraines, situé à Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne, dont la création d'une promenade d'une superficie de 2,9 km². Traversée d'une allée centrale de 4 mètres de large, elle sera composée d'une alternance d'espaces verts ouverts (prairie, rang de cultures) et fermés (bosquets). Des alignements d'arbres vont venir rythmer les lieux. Cette liaison s'inscrit dans le cadre des parcours buissonniers. Avec 374 km déjà existants et 60 km créées d'ici à 10 ans, ils relieront les parcs départementaux, la vallée de la Seine, et les autres espaces de nature du 92.

Clichy/Vélib' : Pour la journée de la mobilité qui se déroule le 17 septembre à Clichy aura lieu à 15h30 un trajet à Vélib' des élus entre les stations Stade Nelson Paillou et Madame de Sanzillon. Sont attendus à bicyclette le maire de Clichy, Gilles Catoire, des élus de la municipalité, Jacqueline Rouillon, maire de St-Ouen et, peut être, Claude Bartolone, président du Conseil général de Seine-St-Denis.

Initiative inédite à Meudon ! La ville propose 30 missions en mairie pour des collégiens de 3ème

La direction des services techniques de la Ville de Meudon propose à 30 collégiens de 3ème un stage d'un genre nouveau pour préparer leur orientation professionnelle. Cette démarche novatrice, montée en collaboration avec les six collèges meudonnais, consiste à confier au stagiaire une mission à mener à bien au sein des Services techniques, dans un cadre précis, avec des déplacements sur le terrain. Le 30 septembre, des entretiens individuels seront organisés. Munis d'un CV et d'une lettre de motivation, les candidats-collégiens seront plongés en situation d'entretien d'embauche pour décrocher leur stage. "Cette opération dépasse de loin les traditionnels stages d'observation et de découverte professionnelle", explique-t-on à la mairie de Meudon : le stagiaire aura une mission à mener à bien, dans un cadre précis, avec des déplacements sur le terrain et des règles, notamment de sécurité, à respecter. Étude de l'installation d'un radar, d'économiseurs d'eau, de chaudière à bois dans une école ou de lampes à basse consommation, initiation à la topographie... Les connaissances du collégien en mathématiques, en biologie et en physique seront ainsi mises à contribution. Il devra mettre en application un raisonnement scientifique : état

des lieux, diagnostic, solution, planning. Pour l'accompagner, une équipe est spécialement constituée de responsables logistique, administratif et technique. Le maître de stage et le responsable technique assureront son encadrement et étudieront avec lui le caractère scientifique de sa mission. Ils veilleront à la bonne compréhension des problématiques rencontrées, mais aussi à sa tenue, au respect des horaires, du matériel et à la qualité de son rapport de stage. Le maître de stage participera au jury de soutenance. Rien que du sérieux pour cette immersion dans la fonction publique territoriale. Une opération séduction qui donnera à voir aux jeunes toute la palette de métiers qui existent dans les services publics en général et à la direction générale des services techniques en particulier.

Boulogne/Grippe A : Ayant pris connaissance d'un grand nombre de cas présentant des symptômes de grippe A dans plusieurs classes de l'école Rambam à Boulogne, la préfecture, "par mesure de prévention et afin d'interrompre la chaîne de transmission du virus", a décidé vendredi, en concertation avec les autorités sanitaires et académiques et le maire de Boulogne, la fermeture provisoire de cette école jusqu'au 17 septembre inclus.

Puteaux/Alternance : Dans une tribune d'expression des groupes d'opposition publiée dans le magazine de Puteaux, les élus MoDem annoncent la création au conseil municipal d'un "groupe technique" avec les Verts. "Son but est d'unir les forces qui souhaitent l'alternance". Et cette nouvelle alliance d'inviter "les autres partis, mais aussi les associations et tous les citoyens à partager une réflexion de fond : quel projet voulons-nous pour notre ville ? Le moment sera venu, nous devons proposer aux Putéoliens une alternative crédible."

Neuilly/Patrimoine : A l'occasion des Journées du Patrimoine, le week-end prochain, la mairie de Neuilly ouvrira les portes de son bâtiment XIXe siècle. Des visites guidées seront organisées pendant lesquelles le maire, Jean-Christophe Fromantin, accueillera le public dans son bureau. Autre originalité : dans les salons de l'hôtel de ville, des documents d'archives seront pour la pre-

mière fois présentés au public : les parchemins de l'Abbaye de Longchamp, le premier registre de délibérations de 1790, un cadastre napoléonien, de vieilles affiches... La mairie ne précise pas s'il y aura la première délibération paraphée par Nicolas Sarkozy quand il fut élu maire en 1983, document désormais historique...

Fric-frac au PCF de Gennevilliers : Plus de 15.000 euros en espèces ont été dérobés durant le week-end au local de la section du PCF de Gennevilliers. La somme correspondrait aux recettes réalisées par le stand de la section lors de la Fête de l'Humanité. Les militants ont constaté le vol par effraction de l'appartement hier matin. Selon le maire PCF de Gennevilliers, Jacques Bourgoin, le ou les cambrioleurs ont forcé le coffre-fort contenant l'argent. Une enquête est en cours.

L'actualité politique vue par le 1er fédéral du PS du Val-de-Marne

Luc Carvounas : "Réfléchissons au cumul des mandats en l'adossant à un statut de l'élu"

Après l'université d'été du PS, Luc Carvounas, 1er secrétaire de la fédération du PS-94, s'exprime sur tous les grands dossiers évoqués à la Rochelle, en particulier le cumul des mandats, la primaire pour les présidentielles, l'alliance au centre, et les ambitions affichées des quadragénaires. Comme élu local - M. Carvounas est adjoint d'Alfortville, et vice-président du CG - il donne son point de vue sur la réforme des territoires et de la fiscalité locale, notamment la TP, la politique de la ville et le Grand Paris. Sur les régionales et sur la candidature de Jean-Paul Huchon, il estime que le président sortant de la région a un "bon bilan", celui de ses deux mandats passés. M. Huchon doit avoir une ambition : que l'IDF soit, dans le contexte de crise, un bouclier social qui "protège les Franciliens de la politique de gouvernement". Quant au livre qui met en cause la régularité de l'élection de Martine Aubry, M. Carvounas estime qu'il "parle du passé". Or, ajoute le 1er fédéral, "comme nous venons de le démontrer à La Rochelle, les socialistes, eux, parlent aux Français du présent, de l'avenir et, surtout, de la société telle que nous voulons la construire ensemble".

Première Heure : Quelle fut l'ambiance à La Rochelle ?

Luc Carvounas : Excellente ! Les socialistes ont eu à cœur de se retrouver lors de cette université autour de Martine Aubry et de la direction nationale dans un climat très apaisé. Nous avons participé à des ateliers qui nous ont permis de reposer le canevas du travail qui nous attend dans les mois à venir, au-delà de la préparation des élections régionales de 2010 et du processus de désignation de nos têtes de listes. A La Rochelle, la 1ère secrétaire a souhaité, le vendredi, s'adresser d'abord aux militants pour tracer une feuille de route au parti avant de s'adresser, le dimanche, aux Français dans son discours de clôture. Ce rendez-vous a marqué le retour du PS. Et, en tant que 1er fédéral, j'ai vu un PS en ordre de marche derrière sa 1ère secrétaire. Je ne peux que m'en réjouir, nous qui, dans le Val-de-Marne, avons obtenu ce résultat dès le lendemain du Congrès de Reims.

PH : Comment vous situez-vous par rapport aux grandes questions évoquées : alliance au centre, élection primaire en vue de la présidentielle, cumul des mandats, taxe carbone ?

LC : C'est vrai, Martine Aubry a fait un certain nombre d'annonces importantes aux militants à l'occasion de son intervention. En ce qui concerne la primaire, elle est aujourd'hui incontournable et attendue par l'ensemble des militants. S'agissant de l'alliance au centre, il est nécessaire pour les socialistes

de poser effectivement la question de nouvelles alliances, sans hypocrisie aucune. Je crois d'ailleurs que la 1ère secrétaire a elle-même réglé localement cette question aux élections municipales de mars 2008 à Lille. C'est pour moi la démonstration - et je le vois bien en Val-de-Marne - qu'il n'y a pas un centre, et notamment un Modem, avec lequel il faudrait discuter sur le plan national. Mais il y en existe plusieurs localement, dont certains sont très proches de nous et de nos politiques publiques dans nos collectivités territoriales. D'autres, en revanche, sont encore très proches de l'UMP. J'ai entendu François Bayrou lors son université d'été qui souhaitait une "clarification" entre les deux tours des régionales et ne pas laisser se faire des alliances à géométrie variable. Quant au non cumul des mandats, le sujet a soulevé les applaudissements des participants. Je pense, là encore, qu'il faut en parler sans aucune hypocrisie. J'ai regretté que Martine Aubry évoque ce thème sans toutefois l'adosser à la nécessité d'un statut de l'élu. Je pense qu'il est toujours un peu trop commode de laisser donner des élus l'image de "cumulards". Cela me fait penser au président de la République qui a tendance à comparer les élus territoriaux à des "rois fainéants" dont il faudrait réduire le nombre de moitié. Alors oui, bien sûr, il faut avancer sur cette question mais, comme pour les autres, il faut y aller prudemment. Enfin, sur la question de la fameuse Taxe carbone, je rappelle

que le bureau national du PS s'est déjà prononcé pour une "contribution climat énergie". Au-delà des mots, je crois qu'il y a un positionnement très différent de la taxe supplémentaire que le gouvernement Fillon veut faire supporter aux Français en plein cœur de la crise, et notre volonté, à nous socialistes, de mettre en place une véritable fiscalité verte.

PH : Est-ce que vous ne croyez pas que les ambitions personnelles des quadras - en mettant la présidentielle au centre des débats - n'ont pas occulté les grandes questions qui traversent la société en oubliant ainsi d'apporter des éléments de réponses aux Français ?

LC : Sur ce sujet je vais être très clair : la question des ambitions personnelles a été beaucoup trop évoquée par la presse ces derniers temps. Mais, franchement, l'histoire du PS s'est écrite autour de femmes et d'hommes de toutes les générations et de tous les horizons. Et plus que jamais, je suis convaincu que nous avons besoin aujourd'hui de toutes les énergies sans exclusive pour réussir les défis qui nous attendent. Avec, à court terme, les élections régionales et, bien sûr, la présidentielle de 2012. Maintenant, sur un plan plus personnel, je regrette que la direction de mon parti ne s'enrichisse pas, comme elle le devrait, de nouveaux maillons qui ont su émerger en notre sein ces 15 dernières années. Je crois qu'il serait bon que ceux-ci soient mieux entendus par nos instances de direction. Nous avons tous un rôle à jouer.

PH : S'agissant du Val-de-Marne, quels sont les dossiers les plus urgents à traiter ou à débattre ?

LC : Dans le Val-de-Marne, l'une de nos préoccupations prioritaires de cette rentrée est bien sûr le débat sur la réforme des territoires. D'ailleurs, la majorité du conseil général à laquelle j'appartiens a décidé de lancer une grande campagne de sensibilisation pour que notre département soit préservé de tous les dégâts de cette réforme. Notre collectivité travaille au plus près des Val-de-Marnais, qu'il s'agisse du RSA, des collégiés, du handicap, etc. Je crois indispensable d'expliquer à nos concitoyens que le département doit pouvoir poursuivre l'action qu'il mène à leurs côtés (suite en page 8)

Luc Carvounas : "Le Val-de-Marne ne sera pas le curseur de variation des élections régionales"

(suite de la page 7) . L'autre sujet d'actualité, c'est la réforme fiscale. Ce n'est pas tout d'annoncer la suppression de la TP. Il faudra aussi que le gouvernement nous explique - au moment où les droits de mutation sont en baisse et à l'heure de la crise immobilière - comment nos collectivités locales vont parvenir à assumer l'aggravation du transfert des charges et du désengagement de l'Etat pour maintenir le haut niveau de qualité de services que nos concitoyens sont en droit d'attendre. Enfin, sur la politique de la ville, je serai prochainement reçu par la directrice de cabinet de la ministre Fadela Amara pour évoquer avec elle la carte de la géographie prioritaire. Ce qui se passe aujourd'hui est grave pour nos collectivités. Nous avons tiré plusieurs fois la sonnette d'alarme en décidant une grève administrative voilà quelques mois dans le Val-de-Marne. Notre but : se mobiliser face à l'annonce d'une baisse de la dotation de solidarité urbaine (DSU) dépendant de cette géographie prioritaire. Ce mouvement de l'automne dernier, initié par les élus de gauche, et auquel des élus de droite se sont associés, a permis de reporter la décision de l'Etat. Celui-ci va proroger jusqu'à la fin 2010 les actuels contrats urbains de cohésion sociale (CUCS). Il est évident que ce report de décision au lendemain des élections régionales a un caractère éminemment politique. Au bout du compte, ce que le gouvernement nous prépare, c'est la suppression pure et simple de la DSU pour nos villes avec de très graves répercussions sur le fonctionnement de nos associations qui travaillent au cœur de nos quartiers et de nos villes, donc au plus près des besoins des plus fragiles.

PH : On évoque la possibilité que le gouvernement constitue une Société du Grand Paris dotée de pouvoirs étendus, et qui pourrait piloter les travaux, notamment Métrophérique. Est-ce un danger de limiter les capacités de décisions des villes et des départements avec une législation hors norme ?

LC : Cette "Société dotée de pouvoirs étendus" n'est qu'une nouvelle démonstration de la revanche politique que Nicolas Sarkozy et son gouvernement veulent prendre sur la gauche. Celle-ci, depuis les élections régionales de 2004, les municipales et les cantonales de 2008, a su renforcer son implantation territoriale. Alors que la grande majorité des collectivités loca-

les sont administrées par des exécutifs de gauche, conférer au Grand Paris du président Sarkozy une société ad hoc, qui aurait des prérogatives particulières notamment en matière d'urbanisme et d'aménagement, en faisant peu de cas des villes concernées, de leurs contraintes et de leurs PLU, serait un non sens et un hold-up politique. Ce sont aux maires, et aux maires seuls, qu'il revient de rendre compte à leurs administrés de l'aménagement de leur territoire. Aux maires et non à une "société" montée de toute pièce, et dont le seul objectif sera de casser les politiques locales. Sur ce sujet, je fais pleinement confiance à Jean-Yves Le Bouillonnet, président de Paris Métropole, pour défendre au mieux nos intérêts.

PH : Les régionales approchent. Est-ce que la fédération PS a d'ores et déjà des éléments de réflexions, ou des candidatures, ou des axes d'alliance à apporter au débat à gauche ?

LC : Oui. En premier lieu, et comme j'ai pu le faire à la soirée de notre fédération à La Rochelle, j'ai tracé les grandes lignes à partir desquelles le PS va avancer dans le Val-de-Marne pour ces régionales. Tout d'abord, je ne peux imaginer un seul instant que demain des sensibilités de ma fédération ne soient pas toutes représentées au sein de la future assemblée régionale. De plus, nous avons déjà évoqué au congrès de Reims que notre priorité serait de remporter sur la droite des villes et des cantons, travail qui avait été souvent annoncé ces 20 dernières années sans qu'on puisse pour autant y parvenir. Nous devons à présent mener ce pari avec une ardeur redoublée, et je vais proposer avec le secrétariat fédéral que des territoires où le PS n'est pas ou peu représenté soient, demain, à l'occasion des régionales, défendus par des femmes et des hommes qui tiendront toute leur place dans le mouvement de rénovation de notre parti. Enfin, s'agissant des alliances, comme je le rappellerai à l'occasion de l'AG statutaire des militants qui se tiendra à Boissy-St-Léger le 23 septembre en présence de notre candidat tête de liste, le Val-de-Marne ne sera pas le curseur de variation des élections régionales. En d'autres termes, ces dernières années, on a pu regretter que de nombreux partenaires aient "tiré leur épingle du jeu" lors de négociations qui s'étaient faites au détriment de camarades socialistes. Si ces alliances passées étaient alors

nécessaires, aujourd'hui la vie politique a changé. Le PS 94 et sa nouvelle direction ont, bien sûr, une ambition clairement affichée de travailler avec tous. Mais en gardant le souci permanent de donner à chacune de nos sections les moyens d'exister et de se développer. Aussi je reste dubitatif, quand des élus, issus d'autres familles de la gauche que le PS, dans mon département, viennent me dire que les négociations seraient déjà "ficelées". C'est faire peu de cas de poids de notre fédération. Je reste toutefois confiant. Car à La Rochelle, Martine Aubry a rappelé, lors de la réunion des 1ers fédéraux que nous étions "les patrons politiques de nos départements". Il nous revient de mener les négociations avec nos partenaires, en étroite collaboration avec les présidents sortants de région. Cet échange sera difficile à mener mais je reste serein : les socialistes sont unis et rassemblés en Val-de-Marne.

Association des Maires/Grippe A.

Les maires du Val-de-Marne s'accordent pour réclamer la "clarification des zones d'ombres persistantes dans le schéma départemental de vaccination." Selon les maires, "nombre d'interventions, décidées par l'Etat dans le cadre de la gestion du risque sanitaire grippal - distribution des masques aux professionnels de santé, gestion des stocks par les services communaux, équipes dédiées au dispositif - ont été assumées en majeure partie par les communes". Les maires posent la "question des financements ainsi que celui des prises en charge de la campagne de vaccination et, plus largement, du dispositif de lutte contre le risque sanitaire grippal sur leur département." Enfin, les maires "demandent que l'Etat contribue au financement des frais engagés dans le cadre de la lutte contre le risque grippal et du schéma départemental de vaccination."

Vincennes. Les rues de la commune, les édifices publics proposent depuis samedi dernier aux promeneurs de partir à la découverte de la création contemporaine. Il s'agit de faire découvrir des oeuvres entrées dans les collections ou sur le territoire de la ville depuis 1950 par acquisition ou concours liés au 1% artistique sur les constructions de bâtiments publics. Par ailleurs, il s'agit aussi de proposer la découverte des créations récentes de jeunes artistes.

Le Grand Paris s'invite dans la bataille pour l'Île de France...

(suite de la page 1) "Sur le Grand Paris, les socialistes veulent approfondir certains points qui restent à discuter, notamment sur les enjeux de l'agglomération proche de Paris qui ne sont pas les mêmes que ceux des départements plus éloignés comme la Seine-et-Marne, indique Mme Canet. Nous voulons aussi mettre en avant le rôle de la Région dans la construction du Grand Paris, sans laquelle le projet ne pourra se réaliser. Il n'est pas souhaitable que l'exécutif du conseil général décide quelles sont ses priorités sans tenir compte de l'avis de tous les conseillers généraux". Cette demande de débat entre-t-elle dans la pré-campagne des régionales pour le PS ? "Cela n'a rien à voir avec les régionales. C'est une urgence beaucoup plus importante. Les collectivités doivent donner leur point de vue sur le Grand Paris, elles ne peuvent le faire sans consulter leur opposition ! Il faut débattre maintenant pas en 2010 !" Ceci dit, il faut bien parler des régionales puisque Jean-Paul Huchon s'est déclaré candidat et que l'UMP est dans les starting-blocks. Quel agenda pour le PS-92 ? "La réflexion a déjà commencé dans la fédération sur les priorités départementales, le programme qui s'intégrera dans celui de la région.

La liste des Hts-de-Seine sera constituée par les militants dans la ligne de rénovation voulue par Martine Aubry. Pascal Buchet veillera à ce travail démocratique de désignation en respectant les nouveaux critères : renouvellement des candidat(e)s, non cumul des mandats, parité de toute façon obligatoire, représentativité des villes..." Mme Canet consent donc à préciser que la liste ne sera pas constituée de militants qui ont déjà un mandat ce qui sera une révolution, "sauf à une exception près car on a toujours besoin d'une personnalité connue sur une liste". La liste des Hts-de-Seine sera bouclée en décembre avant d'être soumise, par vote, aux militants. Jean-Paul Huchon, tête de liste régionale, sera lui déjà désigné, sans doute, le 1er octobre, à l'occasion du vote interne sur la nouvelle ligne du parti.

J-P Dubois

Châtillon : Vendredi prochain à 18h30, Patrick Devedjian remettra les insignes d'Officier dans l'Ordre du Mérite à Denise Lavoix, ancienne élue de Châtillon, à l'Espace Maison Blanche.

"Grand témoin des vies quotidiennes de la banlieue"

Christian Favier: "Avec la disparition de Willy Ronis, le Val-de-Marne perd un ami cher"

Après la disparition, samedi dernier à 99 ans à l'hôpital Tenon, du photographe Willy Ronis, Christian Favier déclare que le département du Val-de-Marne vient "de perdre un ami cher, un grand témoin des vies quotidiennes et joyeuses de la banlieue et un très grand photographe." Le président (PCF) du conseil général ajoute que "au nom du Val-de-Marne" que Willy Ronis avait eu l'occasion de "si souvent photographier", il tient "à rendre hommage à son œuvre, à sa mémoire et aux valeurs humanistes sur lesquelles il s'est toujours appuyé et qui transparaissent dans toutes ses images." M. Favier rappelle que les œuvres du photographe avaient été exposées à Champigny en plein air sur les bords de Marne. M. Favier garde de Willy Ronis "le souvenir d'un très grand artiste et d'un homme très simple, chaleureux, pétillant, sensible, d'un capteur de la magie et de la simplicité de l'instant et du bonheur de vivre." Prochainement, le CG 94 rendra hommage à Willy Ronis en donnant son nom à un bâtiment départemental.

Ivry/ newsletter. La commune met en place une lettre paraissant tous les mercredis. Selon la ville, "véritable média d'actualité en ligne", "L'Hebdo.net", c'est le nom de cette newsletter, "ambitionne de s'installer durablement dans le paysage ivryen". Elle "vise plus particulièrement les jeunes, les nouveaux habitants et les acteurs économiques." L'abonnement se fait en ligne sur ivry94.fr. Selon la commune, "le rythme de publication doit favoriser la réactivité sur les événements et inciter à la participation citoyenne en un temps relativement court." "Cette double exigence en appelle une autre : travailler massivement le traitement des sujets à l'aide d'outils journalistiques tels que le diaporama sonore et la vidéo. L'ensemble se construit sur un équilibre entre le reportage à chaud, le portrait de personnages marquants, l'offre de services, des informations brèves ou insolites." Le 1er numéro de "l'Hebdo.net" sera envoyé le 16 septembre.

Cachan. Lors de sa visite mercredi dernier du site du bâtiment G de la résidence universitaire de Cachan qui a fait l'objet d'une restructuration dans le cadre du plan de relance, le ministre Patrick Devedjian a rappelé qu'il s'est agi d'une opération dont le coût total est de 8,12 ME, et pour laquelle le plan de relance a apporté 6,3 ME. Ce chantier a permis de créer 270 logements dont 16 logements adaptés pour handicapés. Le chantier a duré 11 mois, les premiers logements ont été livrés en avril et les suivants cet été. Le bâtiment, construit en 1952, a été entièrement restructuré

pour permettre l'accueil d'étudiants handicapés, améliorer le confort (studettes au lieu de chambres) et maintenir une offre de services sur place (laverie, restaurant, personnel sur place). Les logements pour étudiants ont des surfaces comprises entre 12 m² et 22 m². Lors de sa visite, M. Devedjian a souligné que, dans l'académie de Créteil, les crédits du plan de relance représentent un total de 21,9 millions d'euros. Ils sont répartis de la manière suivante : bibliothèque universitaire de Marne la Vallée (3,7 M); travaux du bâtiment synergie du CNAM (1,6 M); internat d'excellence de Sourduin (1,5 M); restructuration du bâtiment G sur le campus de Cachan (6,3 M.)

Le Kremlin-Bicêtre/Grippe A.

Un médecin traitant a confirmé hier dans l'après-midi les symptômes de la grippe A chez une élève de Terminale SS (carrières sanitaires et sociales) du lycée Pierre-Brossolette. Cette élève, quatrième cas dans cette même classe hier, s'est présentée le matin au lycée. Bien qu'isolée dès le signalement de son état, elle a pu transmettre la pathologie. Le préfet, le recteur avec le proviseur ont décidé la fermeture pour 7 jours de cette classe. Dès aujourd'hui, ces lycéens suivront leurs cours via le dispositif "Cartable en ligne". Dans d'autres établissements du Val-de-Marne, quelques élèves se sont déclarés absents pour des raisons de santé. Ils ont signalé des symptômes grippaux qui n'ont pas été confirmés par un diagnostic médical.